



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.673/2/V
du 5 août 2026

advies 79.673/2/V
van 5 augustus 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
23 mai 2018 relatif au Conseil
supérieur des Finances'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
23 mei 2018 betreffende de
Hoge Raad van Financiën'

Le 29 juin 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie nationale et des Institutions culturelles fédérales à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 13 août 2026 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 23 mai 2018 relatif au Conseil supérieur des Finances'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 4 août 2026. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Timo TALLGREN, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 août 2026.

*

Op 29 juni 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën en Pensioenen, belast met de Nationale Loterij en de Federale Culturele Instellingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 13 augustus 2026 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 mei 2018 betreffende de Hoge Raad van Financiën'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 4 augustus 2026. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Timo TALLGREN, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 augustus 2026.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'article 12 en projet de l'arrêté royal du 23 mai 2018 'relatif au Conseil supérieur des Finances' (article 7 du projet), lequel confère au Bureau fédéral du Plan la charge du secrétariat de la « Section besoins de financement des pouvoirs publics » (ci-après : la « Section ») trouve son fondement juridique dans l'article 108 de la Constitution (consacrant le pouvoir général d'exécution du Roi), combiné avec l'article 127 de la loi du 21 décembre 1994 'portant des dispositions sociales et diverses'.

Un nouvel alinéa 1^{er} mentionnera cette disposition constitutionnelle.

Un nouvel alinéa sera également ajouté, mentionnant l'article 127 de la loi du 21 décembre 1994.

2. L'accord de coopération visé à l'alinéa 3 ne constitue pas un fondement juridique du projet.

Compte tenu de son importance, il sera mentionné sous la forme d'un considérant prenant place après les visas. Il sera à cette occasion identifié par sa date et son intitulé complet.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Article 6 en projet

1. À l'article 6, alinéa 1^{er}, en projet, de l'accord de la déléguée, le dispositif sera revu afin de préciser que les douze membres de la Section incluent le président.

2. L'article 49, § 6, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 'relative au financement des Communautés et des Régions' dispose comme suit :

« Au sein du Conseil supérieur des Finances, le Roi crée une section 'Besoins de financement des pouvoirs publics'. Cette section comprend douze membres, désignés par le Roi, en raison de leur compétence particulière et de leur expérience dans le domaine financier et économique, sur proposition des Ministres des Finances et du Budget. La moitié des membres est présentée sur proposition des gouvernements. L'autre moitié comprend le représentant du Ministre des Finances au bureau du Conseil, ainsi que trois membres présentés par la Banque Nationale de Belgique, et parmi ceux-ci le représentant de la

Banque Nationale de Belgique au bureau précité. La section compte un nombre égal de membres du rôle linguistique francophone, d'une part, et du rôle linguistique néerlandophone, d'autre part. Le Roi règle la composition et le fonctionnement de la section ainsi que le régime des incompatibilités par arrêté délibéré en Conseil des ministres et pris après avis des gouvernements ».

La disposition en projet met en œuvre cette habilitation et pose à cet égard plusieurs difficultés.

1° À l'alinéa 2, 1°, a), en projet, il est prévu que parmi les « six membres nommés [par le Roi] en raison de leur compétence et expérience particulières dans les domaines financier, budgétaire et économique », trois membres le sont « sur proposition de la Banque nationale de Belgique, dont un issu du Bureau fédéral du Plan ». Or, l'article 49, § 6, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 qui sert de fondement à la disposition prévoit que « trois membres [sont] présentés par la Banque Nationale de Belgique, et parmi ceux-ci le représentant de la Banque Nationale de Belgique au bureau précité », en l'occurrence le bureau du Conseil supérieur des Finances.

Le dispositif sera revu pour correspondre à son fondement.

2° À la question de savoir, eu égard à la formulation de l'article 6, alinéa 2, 1°, b), en projet, comment la présence du représentant du ministre des Finances au bureau du Conseil sera garantie en vue de respecter les conditions fixées par l'article 49, § 6, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, la déléguée a répondu :

« Nous proposons :

- d'ajouter 'en ce compris un représentant du Ministre des Finances' à l'article 6, alinéa 2, 1°, b), en projet ;
- de remplacer l'article 19, 4°, en projet par 'du représentant du Ministre des Finances' visé à l'article 6, alinéa 2, 1°, b), nommé par Nous sur proposition du Ministre des Finances et du Ministre du Budget ».

Le dispositif sera revu dans le sens indiqué par la déléguée.

3. Pleinement consciente de l'équilibre délicat auquel le Roi doit procéder pour composer la Section, la section de législation s'interroge quant au fait de savoir si la présence d'observateurs désignés par le collège réuni de la Commission communautaire commune et par le collège de la Commission communautaire française – en tant que celle-ci exerce des compétences déléguées par la Communauté française sur base de l'article 138 de la Constitution – ne pourrait être organisée à l'instar de ce que la disposition en projet prévoit à l'égard de la Communauté germanophone, sans remettre en cause la parité linguistique requise par l'article 49, § 6, de la loi spéciale du 16 janvier 1989.

Bien qu'il ne portait pas sur la Section comme telle mais sur une autre section du Conseil supérieur des Finances, l'avis 72.753/2 donné le 16 janvier 2023 sur un projet devenu l'arrêté royal du 16 février 2023 'modifiant l'arrêté royal du 23 mai 2018 relatif au Conseil supérieur des Finances' observe :

« 3. L'auteur du projet ne peut perdre de vue que, lorsqu'il est permis à des entités fédérées de participer aux activités d'un organisme fédéral, cette faculté doit être offerte à

toutes les entités fédérées dotées de compétences pertinentes au regard de la mission de l'organe consultatif¹.

Au vu des missions confiées au Comité d'étude sur les investissements publics par le projet à l'examen, à l'article 19/1, alinéa 6, en projet, les mots 'Les Communautés et les Régions' seront remplacés par les mots 'Les entités fédérées' afin d'y inclure également la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française ».

Or, il convient de relever, d'une part, que, le cas échéant, ces deux entités fédérées peuvent voir leur éventuelle capacité d'emprunt encadrée sur base de l'article 49, § 7, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, et, d'autre part, qu'elles sont d'ores et déjà signataires de l'accord de coopération du 13 décembre 2013 entre l'État fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires 'relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1^{er}, du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire'.

Article 2

Article 8 en projet

1. L'article 49, § 6, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 prévoit que les membres de la Section sont désignés par le Roi. Le même article prévoit par ailleurs que cette désignation se fait sur proposition des ministres des Finances et du Budget. Tel que rédigé, l'article 8 en projet semble déroger à cette habilitation (et instituer une procédure distincte de celle prévue à l'article 6 en projet) en confiant la désignation du président de la Section au Conseil des ministres plutôt qu'au Roi.

De l'accord de la déléguée, l'article 8, alinéa 1^{er}, en projet sera dès lors mieux rédigé comme suit :

« Le Roi désigne, sur proposition des Ministres des Finances et du Budget et par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Président de la Section ».

2. L'article 8 en projet ne définit aucune modalité de désignation du vice-président de la Section. À la question de savoir comment cette désignation aura lieu et selon quelles modalités, la déléguée a répondu :

« Nous confirmons qu'aucune modalité de désignation du vice-président de la section n'a été prévue jusqu'à présent. Un tel ajout est dès lors considéré comme utile (les modalités seront débattues lors de la deuxième lecture du projet d'arrêté royal) ».

Le dispositif sera complété en conséquence.

3. L'article 8 associait auparavant les communautés et les régions au processus de désignation du président de la Section, en exigeant que les avis des ministres régionaux et

¹ Note de bas de page 5 de l'avis cité : Voir notamment l'avis 39.922/2 donné le 27 février 2006 sur un projet devenu l'arrêté royal du 3 avril 2006 'relatif au Conseil supérieur des Finances'.

communautaires du Budget et des Finances soient recueillis. Interrogée sur la raison pour laquelle ces avis ne seraient désormais plus demandés, la déléguée a répondu :

« La modification vise à alléger la procédure de nomination du président de la section (sélectionné parmi les membres de la section) sans toutefois remettre en cause le rôle des entités fédérées dans la désignation de la moitié des membres de la section ».

4. Interrogée sur ce qu'impliquait, du point de vue du droit positif, l'ajout visé à l'article 8, alinéa 2, en projet par rapport à la situation actuelle du président et du vice-président et, en particulier, si ceux-ci étaient actuellement limités dans leur possibilité de communiquer de façon libre, indépendante et sans restriction liée aux fonctions qu'ils exercent par ailleurs, la déléguée a répondu :

« L'ajout prévu à l'alinéa 2 de l'article 8 en projet a été rédigé dans le but de renforcer encore l'indépendance de la Section, notamment par rapport au pouvoir exécutif, conformément aux recommandations internationales en matières d'IFI. Il confirme l'absence de rapport hiérarchique entre l'exécutif et la Section. Compte tenu du changement apporté à la procédure de nomination du président de la section, il nous semble utile de maintenir l'article 8, alinéa 2, même si l'article 9, alinéa 3, de l'arrêté royal souligne déjà l'importance de l'indépendance ».

Cette explication sera utilement reproduite dans le rapport au Roi.

Article 4

Article 10 en projet

À la question de savoir s'il ne convenait pas d'omettre l'article 4 dans la mesure où l'accord de coopération anticipé n'a pour l'instant aucune existence juridique et à la question de savoir si le projet d'accord de coopération évoqué abrogera l'accord de coopération du 13 décembre 2013, la déléguée a répondu :

« Un nouvel accord de coopération est en cours de finalisation et il abrogera effectivement l'accord de 2013. La nouvelle formulation plus neutre ne pose à notre estime pas de problème juridique puisque tant que le nouvel accord de coopération ne sera pas entré en vigueur, l'accord du 13 décembre 2013 subsistera. L'article 10, alinéa 3 de l'AR ne renverra donc jamais vers un accord de coopération inexistant ».

Compte tenu de sa portée juridique et de sa place spécifique dans le droit positif en ce qui concerne le respect du droit de l'Union européenne relativement au déficit et à la dette du secteur des administrations publiques belges, il convient, tant qu'il n'aura pas été abrogé et remplacé, de maintenir la référence à l'accord de coopération du 13 décembre 2013.

L'article 4 sera par conséquent omis.

Article 5
Article 11/1 en projet

Dans son avis 72.753/2 portant sur une disposition similaire, la section de législation a observé :

« L'alinéa 4 en projet dispose comme suit :

‘Les crédits nécessaires au fonctionnement du Comité et son secrétariat sont repris annuellement dans le budget sous un programme spécifique au sein de la section 07. Ils peuvent être utilisés notamment pour prendre en charge la rémunération des membres du secrétariat employés ou détachés d'une institution ainsi que la sous-traitance de missions d'étude’.

Cette disposition ne peut être admise.

C'est en effet au législateur budgétaire qu'il appartient d'accorder le cas échéant les crédits nécessaires au fonctionnement du Comité et de décider dans quelle division du budget général des dépenses ces crédits doivent figurer ².

L'alinéa 4 en projet sera donc omis » ³.

Pareille observation peut être réitérée quant à l'alinéa 2 en projet. Celui-ci sera donc omis par identité de motifs.

Article 7
Article 12 en projet

1. L'article 12, § 4, en projet dispose que le Bureau fédéral du Plan verra sa dotation augmentée aux fins de l'exécution des missions confiées par l'article 12 en projet.

C'est au législateur budgétaire qu'il revient d'accorder les crédits nécessaires au fonctionnement du Bureau fédéral du plan, le cas échéant via une augmentation de la dotation accordée à ce dernier.

Le paragraphe 4 sera dès lors omis.

2. Il est prévu à l'article 12, § 1^{er}, en projet que la Section est assistée par un secrétariat « dont le Bureau fédéral du Plan a la charge ».

Interrogée sur la procédure de recrutement des membres du secrétariat, sur le statut de ces derniers (fonctionnaire statutaire ou sous contrat de travail), sur la manière dont ceux-ci seront rémunérés et de manière générale, s'il ne convenait pas de revoir la disposition en projet en s'inspirant de l'article 19/11 et des observations formulées par la section de législation dans son

² Note de bas de page 11 de l'avis cité : Voir dans le même sens, l'avis 48.382/4 donné le 30 juin 2010 sur un projet d'arrêté royal 'portant création d'une Commission permanente pour le suivi de la politique d'éloignement et de retour des étrangers'.

³ Avis 72.573/2 donné le 16 janvier 2023 sur un projet devenu l'arrêté royal du 16 février 2023 'modifiant l'arrêté royal du 23 mai 2018 relatif au Conseil supérieur des Finances', observation 5 formulée sous l'article 19/11 en projet.

avis 63.292/2 donné le 3 mai 2018 sur le projet devenu l'arrêté royal du 23 mai 2018, la déléguée a répondu :

« Nous proposons de préciser dans l'arrêté que le bureau fédéral du plan est libre de constituer le secrétariat comme il l'entend et que les membres seront engagés sous le statut du personnel du Bureau fédéral du Plan tel que fixé dans l'arrêté royal du 9 juin 1971 et moyennant la procédure habituelle de recrutement.

Le BFP a été présenté par la Belgique comme Institution budgétaire indépendante (Independent Fiscal Institution ou 'IFI'), au même titre que le Conseil Supérieur des Finances, section besoin de financement.

Le BFP ayant reçu la mission d'assurer le secrétariat de la section besoin de financement du Conseil Supérieur des Finances, ce sont les procédures, statuts et échelles de rémunération du personnel existants qui seront d'application ».

La disposition à l'examen sera donc complétée pour préciser que les membres du secrétariat seront soumis au statut du personnel applicable au Bureau fédéral du plan tel qu'il est consacré par l'arrêté royal du 9 juin 1971 'portant statut du personnel du Bureau du Plan'.

Articles 7 et 9

L'article 12, § 4, de l'arrêté royal du 23 mai 2018 dispose actuellement comme suit :

« Les membres proposés du secrétariat sont désignés conjointement par le Ministre des Finances et le Ministre du Budget, après avis conforme du Président de la Section. Ils sont mis à disposition du secrétariat pendant une durée de cinq ans. Cette désignation est renouvelable ».

L'entrée en vigueur des articles 1^{er} et 2 du projet est fixée au 1^{er} septembre 2028 en vertu de l'article 9 du projet. Ces dispositions concernent la désignation des membres de la Section. En l'absence de règle d'entrée en vigueur spécifique, l'article 7 ayant pour objet de modifier les règles relatives au secrétariat entrera en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Compte tenu de ce que la disposition en projet aura pour effet de modifier fondamentalement les règles de composition du secrétariat, la question se pose de savoir si un régime transitoire ne devrait pas être prévu pour les membres actuels du secrétariat désignés pour un terme de cinq années.

Le dispositif sera réexaminé sur ce point.

Article 8*Article 19 en projet*

De l'accord de la déléguée, et comme précisé également dans l'observation 2 formulée sous l'article 1^{er}, l'article 19, 4^o, en projet sera remplacé comme suit :

« du représentant du Ministre des Finances visé à l'article 6, alinéa 2, 1^o, b), nommé par Nous sur proposition du Ministre des Finances et du Ministre du Budget ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Het ontworpen artikel 12 van het koninklijk besluit van 23 mei 2018 ‘betreffende de Hoge Raad van Financiën’ (artikel 7 van het ontwerp), dat het Federaal Planbureau belast met het beheer van het secretariaat van de “Afdeling financieringsbehoeften van de overheid” (hierna: de “Afdeling”), ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 108 van de Grondwet (dat de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning verankert), in combinatie met artikel 127 van de wet van 21 december 1994 ‘houdende sociale en diverse bepalingen’.

De voornoemde grondwetsbepaling moet in een nieuw eerste lid worden vermeld.

Er moet ook een nieuw lid worden toegevoegd waarin naar artikel 127 van de wet van 21 december 1994 wordt verwezen.

2. Het samenwerkingsakkoord dat in het derde lid wordt vermeld, vormt geen rechtsgrond voor het ontwerp.

Gelet op het belang van dat samenwerkingsakkoord moet het als overweging worden vermeld. Men dient het dan na de aanhefverwijzingen te vermelden, met opgave van de datum en het volledige opschrift.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Ontworpen artikel 6

1. Zoals de gemachtigde heeft beaamd, moet het dispositief van het ontworpen artikel 6, eerste lid, worden herzien zodat het duidelijk bepaalt dat de voorzitter een van de twaalf leden van de Afdeling is.

2. In artikel 49, § 6, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 ‘betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten’ wordt het volgende bepaald:

“Binnen de Hoge Raad van Financiën richt de Koning een afdeling ‘Financieringsbehoeften van de overheid’ op. Deze afdeling telt twaalf leden, aangeduid door de Koning, op grond van hun bijzondere bevoegdheid en ervaring op financieel-economisch gebied, op voordracht van de Ministers van Financiën en van Begroting. De helft van de leden wordt voorgedragen op voorstel van de Executieven. De andere helft

omvat de vertegenwoordiger van de Minister van Financiën in het bureau van deze Raad, alsook drie leden voorgesteld door de Nationale Bank van België, waaronder de vertegenwoordiger van de Nationale Bank van België in het genoemde bureau. De afdeling telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden. De Koning regelt de samenstelling en werking van de afdeling evenals het stelsel van de onverenigbaarheden bij een in Ministerraad overlegd besluit, genomen na advies van de Executieven.”

De ontworpen bepaling legt die machtiging ten uitvoer, maar is in meerdere opzichten problematisch.

1° Het ontworpen tweede lid, 1°, a), bepaalt dat van de “zes leden door [de Koning] benoemd wegens hun bijzondere onderlegdheid en ervaring op financieel, budgettair en economisch gebied”, drie leden worden benoemd “op voordracht van de Nationale Bank van België, waarvan één afkomstig is van het Federaal Planbureau”. Artikel 49, § 6, van de bijzondere wet van 16 januari 1989, dat die bepaling een rechtsgrond verschaft, bepaalt echter dat “drie leden [worden] voorgesteld door de Nationale Bank van België, waaronder de vertegenwoordiger van de Nationale Bank van België in het genoemde bureau”, in dit geval in het bureau van de Hoge Raad van Financiën.

Het dispositief moet worden herzien zodat het overeenstemt met zijn rechtsgrond.

2° Aan de gemachtigde is gevraagd hoe, gelet op de formulering van het ontworpen artikel 6, tweede lid, 1°, b), zal worden gegarandeerd dat er een vertegenwoordiger van de minister van Financiën in het bureau van de Raad aanwezig is, zodat wordt voldaan aan de voorwaarden van artikel 49, § 6, van de bijzondere wet van 16 januari 1989. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Nous proposons:

– d’ajouter ‘en ce compris un représentant du Ministre des Finances’ à l’article 6, alinéa 2, 1°, b), en projet;

– de remplacer l’article 19, 4°, en projet par ‘du représentant du Ministre des Finances’ visé à l’article 6, alinéa 2, 1°, b), nommé par Nous sur proposition du Ministre des Finances et du Ministre du Budget.”

Het dispositief moet worden herzien op de manier die de gemachtigde voorstelt.

3. De afdeling Wetgeving is zich ten volle bewust van het delicate evenwicht dat de Koning in acht moet nemen bij de samenstelling van de Afdeling en vraagt zich dan ook af of de aanwezigheid van waarnemers die zijn aangewezen door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en door het College van de Franse Gemeenschapscommissie – in zoverre dat laatstgenoemde bevoegdheden uitoefent die door de Franse Gemeenschap zijn gedelegeerd op grond van artikel 138 van de Grondwet – niet zou kunnen worden geregeld naar het voorbeeld van wat de ontworpen bepaling voorziet voor de Duitstalige Gemeenschap, zonder afbreuk te doen aan de taalpariteit die wordt vereist door artikel 49, § 6, van de bijzondere wet van 16 januari 1989.

In advies 72.753/2 van 16 januari 2023 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 16 februari 2023 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 mei 2018 betreffende de Hoge Raad van Financiën’, dat weliswaar geen verband hield met de Afdeling als

zodanig maar op een andere afdeling van de Hoge Raad voor Financiën, wordt het volgende opgemerkt:

“3. De steller van het ontwerp mag niet over het hoofd zien dat, wanneer het deeltentiteiten toegestaan is deel te nemen aan de activiteiten van een federale instantie, die mogelijkheid moet openstaan voor alle deeltentiteiten die ten aanzien van de opdracht van het adviesorgaan over relevante bevoegdheden beschikken.”¹

Gelet op de opdrachten die het voorliggende ontwerp toevertrouwt aan de Studiecommissie voor overheidsinvesteringen, moeten in het ontworpen artikel 19/1, zesde lid, de woorden ‘De gemeenschappen en gewesten’ vervangen worden door de woorden ‘De deeltentiteiten’, zodat ook de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie worden bedoeld.”

Er wordt echter op gewezen enerzijds dat de eventuele leningmogelijkheid van die twee deeltentiteiten in voorkomend geval kan worden afgebakend op grond van artikel 49, § 7, van de bijzondere wet van 16 januari 1989, en anderzijds dat die twee deeltentiteiten nu reeds ondertekenaars zijn van het samenwerkingsakkoord van 13 december 2013 tussen de Federale Overheid, de Gemeenschappen, de Gewesten en de Gemeenschapscommissies ‘betreffende de uitvoering van artikel 3, § 1, van het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de Economische en Monetaire Unie’.

Artikel 2

Ontworpen artikel 8

1. Artikel 49, § 6, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 bepaalt dat de leden van de Afdeling worden aangeduid door de Koning. Hetzelfde artikel bepaalt voorts dat ze worden aangeduid op voordracht van de ministers van Financiën en van Begroting. Zoals het ontworpen artikel 8 momenteel gesteld is, lijkt het van die machtiging af te wijken (en een procedure in te stellen die zich onderscheidt van die waarin het ontworpen artikel 6 voorziet) door de aanduiding van de voorzitter van de Afdeling veeleer aan de Ministerraad dan aan de Koning toe te vertrouwen.

De gemachtigde heeft beaamd dat het ontworpen artikel 8, eerste lid, dan ook beter als volgt dient te worden gesteld:

“De Koning duidt de voorzitter van de Afdeling aan op voordracht van de ministers van Financiën en van Begroting en bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.”

2. Het ontworpen artikel 8 legt geen enkele regel vast voor de aanduiding van de vicevoorzitter van de Afdeling. Op de vraag hoe en volgens welke nadere regels hij zal worden aangeduid, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Nous confirmons qu’aucune modalité de désignation du vice-président de la section n’a été prévue jusqu’à présent. Un tel ajout est dès lors considéré comme utile (les modalités seront débattues lors de la deuxième lecture du projet d’arrêté royal).”

¹ Voetnoot 5 van het geciteerde advies: Zie inzonderheid advies 39.922/2 van 27 februari 2006 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 3 april 2006 ‘betreffende de Hoge Raad van Financiën’.

Het dispositief moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

3. Artikel 8 betrok de gemeenschappen en de gewesten vroeger bij de procedure tot aanduiding van de voorzitter van de Afdeling door als voorwaarde te stellen dat het advies van de gewest- en gemeenschapsministers van Begroting en van Financiën diende te worden ingewonnen. Op de vraag waarom hun advies vanaf nu niet meer zou worden ingewonnen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“La modification vise à alléger la procédure de nomination du président de la section (sélectionné parmi les membres de la section) sans toutefois remettre en cause le rôle des entités fédérées dans la désignation de la moitié des membres de la section.”

4. Op de vraag wat de in het ontworpen artikel 8, tweede lid, beoogde toevoeging vanuit positiefrechtelijk oogpunt inhoudt voor de huidige situatie van de voorzitter en de vicevoorzitter en meer bepaald of zij thans beperkt worden in hun mogelijkheid om vrij en onafhankelijk te communiceren en zonder beperking omwille van de functies die zij ergens anders uitoefenen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“L’ajout prévu à l’alinéa 2 de l’article 8 en projet a été rédigé dans le but de renforcer encore l’indépendance de la Section, notamment par rapport au pouvoir exécutif, conformément aux recommandations internationales en matières d’IFI. Il confirme l’absence de rapport hiérarchique entre l’exécutif et la Section. Compte tenu du changement apporté à la procédure de nomination du président de la section, il nous semble utile de maintenir l’article 8, alinéa 2, même si l’article 9, alinéa 3, de l’arrêté royal souligne déjà l’importance de l’indépendance.”

Het verdient aanbeveling die toelichting op te nemen in het verslag aan de Koning.

Artikel 4

Ontworpen artikel 10

Op de vraag of artikel 4 niet dient te worden weggelaten, aangezien het voortijdig samenwerkingsakkoord momenteel geen enkel juridisch bestaansrecht heeft, en op de vraag of het ontwerp van samenwerkingsakkoord waarvan gewag wordt gemaakt het samenwerkingsakkoord van 13 december 2013 zal opheffen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Un nouvel accord de coopération est en cours de finalisation et il abrogera effectivement l’accord de 2013. La nouvelle formulation plus neutre ne pose à notre estime pas de problème juridique puisque tant que le nouvel accord de coopération ne sera pas entré en vigueur, l’accord du 13 décembre 2013 subsistera. L’article 10, alinéa 3 de l’AR ne renverra donc jamais vers un accord de coopération inexistant.”

Zolang het samenwerkingsakkoord van 13 december 2013 niet is opgeheven en vervangen dient de verwijzing ernaar te worden behouden, gelet op de juridische draagwijdte ervan en de specifieke plaats die het heeft in het positief recht wat betreft de inachtneming van het recht van de Europese Unie met betrekking tot het tekort en de schuld in de sector van de Belgische overheidsdiensten.

Artikel 4 moet bijgevolg worden weggelaten.

Artikel 5

Ontworpen artikel 11/1

In advies 72.753/2 over een soortgelijke bepaling heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

“Het ontworpen vierde lid bepaalt:

‘De nodige kredieten voor de werking van de Commissie en het secretariaat worden jaarlijks in de begroting opgenomen onder een afzonderlijk programma binnen de sectie 07. Zij kunnen met name worden gebruikt ter betaling van de lonen van de leden van het secretariaat die door een instelling in dienst worden genomen of gedetacheerd, en van de uitbesteding van studieopdrachten.’

Die bepaling is niet toelaatbaar.

Het staat namelijk aan de begrotingswetgever in voorkomend geval de nodige kredieten voor de werkwijze van de Commissie toe te kennen en te beslissen in welke afdeling van de algemene uitgavenbegroting die kredieten moeten worden ingeschreven.²

Het ontworpen vierde lid moet dus worden weggelaten.”³

Een dergelijke opmerking kan ook worden gemaakt over het ontworpen tweede lid. Dit lid moet dus om dezelfde redenen worden weggelaten.

Artikel 7

Ontworpen artikel 12

1. Het ontworpen artikel 12, § 4, bepaalt dat de dotatie van het Federaal Planbureau zal worden verhoogd met het oog op de uitvoering van de opdrachten die eraan worden toevertrouwd bij het ontworpen artikel 12.

Het is de begrotingswetgever die, desnoods door middel van een dotatieverhoging voor het Federaal Planbureau, de kredieten moet verstrekken die nodig zijn voor de werking van dat bureau.

Paragraaf 4 moet dan ook worden weggelaten.

2. Luidens het ontworpen artikel 12, § 1, wordt de Afdeling bijgestaan door een secretariaat “dat beheerd wordt door het Federaal Planbureau”.

Naar aanleiding van een vraag over de procedure voor de aanwerving van de leden van het secretariaat, over het statuut van deze laatsten (statutaire ambtenaar of aangeworven bij arbeidsovereenkomst), over de wijze waarop ze zullen worden vergoed en in het algemeen of de

² Voetnoot 11 van het geciteerde advies: Zie in dezelfde zin advies 48.382/4 van 30 juni 2010 over een ontwerp van koninklijk besluit ‘houdende oprichting van een Permanente Commissie voor de opvolging van het verwijder- en terugkeerbeleid voor vreemdelingen’.

³ Advies 72.573/2 van 16 januari 2023 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 16 februari 2023 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 mei 2018 betreffende de Hoge Raad van Financiën’, opmerking 5 over het ontworpen artikel 19/11.

ontworpen bepaling niet dient te worden herzien naar het voorbeeld van artikel 19/11 en de opmerkingen die de afdeling Wetgeving in advies 63.292/2 van 3 mei 2018 heeft gemaakt over het ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 23 mei 2018, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Nous proposons de préciser dans l'arrêté que le bureau fédéral du plan est libre de constituer le secrétariat comme il l'entend et que les membres seront engagés sous le statut du personnel du Bureau fédéral du Plan tel que fixé dans l'arrêté royal du 9 juin 1971 et moyennant la procédure habituelle de recrutement.

Le BFP a été présenté par la Belgique comme Institution budgétaire indépendante (Independant Fiscal Institution ou 'IFI'), au même titre que le Conseil Supérieur des Finances, section besoin de financement.

Le BFP ayant reçu la mission d'assurer le secrétariat de la section besoin de financement du Conseil Supérieur des Finances, ce sont les procédures, statuts et échelles de rémunération du personnel existants qui seront d'application.”

De voorliggende bepaling moet dus worden aangevuld teneinde duidelijker te stellen dat de leden van het secretariaat onder het op het Federaal Planbureau toepasselijke personeelsstatuut zullen vallen zoals dat vastgelegd is in het koninklijk besluit van 9 juni 1971 ‘houdende statuut van het personeel van het Planbureau’.

Artikelen 7 en 9

Artikel 12, § 4, van het koninklijk besluit van 23 mei 2018 luidt momenteel als volgt:

“De voorgedragen leden van het secretariaat worden, na eensluidend advies van de Voorzitter van de Afdeling, gezamenlijk aangewezen door de Minister van Financiën en de Minister van Begroting. Zij worden gedurende vijf jaar ter beschikking gesteld van het secretariaat. Deze aanwijzing is hernieuwbaar.”

Krachtens artikel 9 van het ontwerp is de inwerkingtreding van de artikelen 1 en 2 van het ontwerp vastgesteld op 1 september 2028. Die bepalingen hebben betrekking op de aanduiding van de leden van de Afdeling. Bij ontstentenis van een specifieke regel van inwerkingtreding, zal artikel 7 dat strekt tot wijziging van de regels betreffende het secretariaat tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* in werking treden.

Gelet op het feit dat de ontworpen bepaling zal leiden tot een grondige wijziging van de regels inzake de samenstelling van het secretariaat, rijst de vraag of niet zou moeten worden voorzien in een overgangsregeling voor de huidige leden van het secretariaat die zijn aangeduid voor een termijn van vijf jaar.

Het dispositief moet op dat punt opnieuw worden onderzocht.

Artikel 8*Ontworpen artikel 19*

Zoals de gemachtigde heeft beaamd en zoals in opmerking 2 over artikel 1 eveneens wordt vermeld, moet het ontworpen artikel 19, 4°, als volgt worden vervangen:

“de vertegenwoordiger van de Minister van Financiën bedoeld in artikel 6, tweede lid, 1°, b), door Ons daartoe aangeduid op voordracht van de Minister van Financiën en de Minister van Begroting”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Patrick RONVAUX